

E1 Europe 1

Six éléments pour comprendre « l'Europe des Nations » que veut Marine Le Pen

Suivre

Victor Chabert - Il y a 1 h

Réagir

commentaires

21



© EMMANUEL DUNAND / AFP

Marine Le Pen a changé de braquet entre 2017 et 2022. Plus question pour elle de sortir de l'Union Européenne, ni de vouloir sortir de la monnaie unique. Elle vante désormais un projet d'"Europe des Nations", en voici les éléments clés.



Depuis dimanche dernier, dans le [match qui oppose Marine Le Pen et Emmanuel Macron](#), les deux candidats s'échangent sur la question européenne. Si Emmanuel Macron veut une Union européenne plus forte, plus souveraine, [Marine Le Pen](#), après avoir abandonné l'idée d'en sortir, promeut désormais de son côté "l'Europe des Nations". Mais qu'est-ce que cela implique ? Europe 1 revient sur les six points essentiels pour comprendre.

Pourquoi vouloir la primauté du droit national sur le droit européen ?

Marine Le Pen veut que le droit national prime sur le droit européen. Elle l'a expliqué lors de sa conférence de presse sur sa politique étrangère en ces mots : "si des règles européennes s'opposent à la constitution, elles n'ont pas vocation à s'appliquer dans le droit français". Dans la vision Mariniste, l'intérêt est avant tout de retrouver une souveraineté législative sur des points très précis, comme la gestion des flux migratoires.

>> LIRE AUSSI - [Électeurs de Mélenchon, ils voteront Le Pen au second tour](#)

Mais aussi de contrer la Commission européenne, qui selon elle, s'arroge des compétences imprévues par les traités. Une position notamment prônée par la Pologne, une procédure d'infraction a d'ailleurs été lancée par Bruxelles contre Varsovie à la suite d'arrêts du Tribunal constitutionnel polonais contestant la primauté du droit européen.

Quel impact sur les institutions de l'Union européenne ?

Aucun sur le papier. Dans le projet actuel, Marine Le Pen ne veut pas de changements des institutions de l'Union européenne. Mais la candidate veut changer son fonctionnement, et dans son viseur se trouve, là encore, la Commission. Selon l'une des éminences grises de la campagne, l'objectif "c'est de reprendre la main sur l'agenda de la Commission" pour que "l'Europe revienne à sa mission, une aide pour les États plutôt qu'une contrainte".

Pour cela, le RN voit le droit comme un rapport de force, qu'ils veulent instaurer avec Bruxelles, et comptent bien revenir à une position Gaulliste, résumée par un proche par une phrase : "si je ne suis pas d'accord, il ne se passe rien".

Favoriser la coopération entre États

Si Marine Le Pen assume vouloir voir les compétences de la Commission restreintes, elle n'envisage cependant pas d'arrêter la coopération entre États. C'est d'ailleurs le cœur de son Europe des Nations. Lors de sa conférence de presse sur sa [politique diplomatique](#), elle a déclaré vouloir de nouvelles coopérations industrielles notamment sur les modèles d'Airbus ou d'Ariane, et pourquoi pas dans d'autres secteurs, citant un "commissariat européen à la mer".



Le retour des frontières et de l'Espace Schengen ?

Si Marine Le Pen a longtemps défendu la sortie de Schengen, ce n'est plus le cas. Signe du changement fort de ligne, un conseiller glissait "vouloir sortir de Schengen, c'est de la posture pour des gens qui ne veulent pas gouverner". Si Marine Le Pen veut toujours le rétablissement des frontières, elle veut utiliser les mécanismes qu'offrent les textes de Schengen, notamment le retour temporaire des contrôles aux frontières intérieures, avant de négocier un nouveau traité.

>> LIRE AUSSI - [Le Pen pour un rapprochement «stratégique» entre Otan et Russie après la guerre en Ukraine](#)

Dans ce nouvel accord, Marine Le Pen veut mettre fin à la libre circulation des étrangers extra-communautaires, l'instauration de contrôles là où c'est possible (aéroports, gares...), et des contrôles aléatoires sur les autres lieux de passages (sur les routes par exemple). Pour les transfrontaliers, le RN prévoit des mesures spécifiques pour simplifier les aller-retour.

La baisse de la contribution française au budget de l'Union

C'est une des dernières passe d'armes entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Le président-candidat a pointé du doigt sa proposition de baisse de la contribution française au budget de l'Union : "Marine Le Pen ne veut pas payer la facture du club, et veut changer les règles du club toute seule. Elle veut quitter l'Europe mais n'ose plus le dire".

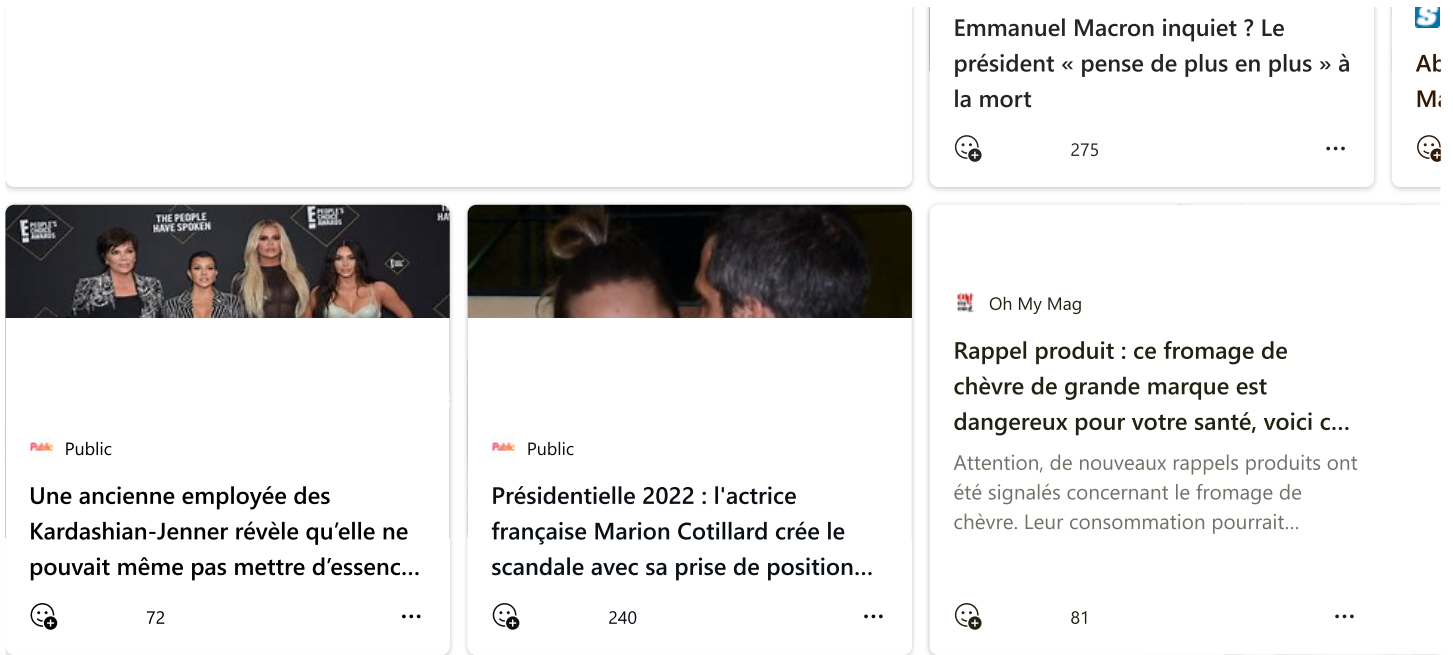
La candidate propose en effet cinq milliards d'euros de baisse de ladite contribution. Selon l'équipe de Marine Le Pen, cela se ferait par de la négociation, comme les Pays-Bas l'ont fait précédemment. Ils avaient réussi à obtenir un large rabais, divisant par trois leur contribution nette.

Et l'Euro ?

Plus question pour Marine Le Pen de quitter la monnaie unique. Selon son équipe, ce qui a motivé ce choix est une inflexion de la Banque centrale européenne elle-même, notamment par le rachat de titres de dette publique, ou encore la prise en compte de la parité euro-dollars. Mais le RN pousse désormais pour que la BCE finance directement les investissements des États, et qu'elle inclut dans ses objectifs la croissance économique et la réduction du chômage.

AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS





Public Public

Suivre

Voici à quoi le gouvernement de Marine Le Pen ressemblera si elle est élue présidente de la République !

Lisa Merioud - Hier à 10:10

Réagir | 23 commentaires | 235

Dans le cas où elle est élue présidente, Marine Le Pen devra constituer son propre gouvernement. Un cas de figure auquel la candidate du Rassemblement national a évidemment déjà songé ! Le 4 avril dernier, dans le cadre d'un entretien accordé au Figaro, la femme politique en avait d'ailleurs dit plus...





© Xinhua/ABACA

Voici à quoi le gouvernement de Marine Le Pen ressemblera si elle est élue présidente de la République !

Pour la deuxième fois consécutive, [Marine Le Pen](#) est au second tour de l'[élection présidentielle](#) face à Emmanuel Macron, le président de la République sortant. Dans le cas où la candidate du Rassemblement national est élue, cette dernière devra donc constituer son gouvernement, une responsabilité pour laquelle elle s'est dit « prête personnellement et politiquement » le 5 avril dernier, dans le cadre d'une interview pour le *Figaro*.

Interrogée à ce sujet par nos confrères, la petite fille de Jean-Marie Le Pen en avait d'ailleurs dit plus concernant l'articulation de son gouvernement qui serait composé : « *15 ministres et de plusieurs secrétaires d'État assignés à des missions pour six mois* ».

Jordan Bardella, Franck Allisio, Eric Zemmour : Qui aura une place dans le gouvernement de Marine Le Pen ?

Parmi ses collaborateurs potentiels qui l'accompagneront dans le cas où elle est élue, Marine Le Pen aurait déjà plusieurs noms en tête. En effet, Jean-Paul Garraud, ancien magistrat, député européen et issu des Républicains pourrait prendre la tête du ministère de la Justice tandis qu'Hervé Juvin pourrait avoir un rôle à jouer concernant l'écologie.

Enfin, plusieurs membres de son parti pourraient également figurer sur sa liste de collaborateurs proches comme [Jordan Bardella](#) ou encore Franck Allisio.

Pour rappel, le 12 avril dernier, Marine Le Pen a indiqué qu'Éric Zemmour ne figurait pas dans ses plans... « *Il n'en a pas le souhait, je n'en ai pas le souhait non plus, j'ai exprimé tout au long de la campagne les divergences que nous pouvons avoir* », déclarait-elle sur *France Inter*.

À voir aussi : Marine Le Pen tacle Franck Dubosc...

Lisa Ziane

AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS





Voici

Mort d'Yves Rénier : sa veuve Karin fait une curieuse révélation sur le soir de son décès



Slate

Une parade pro-russe provoque la colère des Irlandais



235



Marie France

Emmanuel Macron inquiet ? Le président « pense de plus en plus » à la mort

Ce mardi 12 avril, Emmanuel Macron s'est confié comme rarement dans les colonnes du Point. L'occasion pour le président de...



275

